

sachant que les conditions de culture chez nous sont les mêmes que chez eux, vendent leurs terres des Etats-Unis à des prix élevés et viennent en acquérir à bas prix au Canada. Ceux qui ont le plus contribué à faire connaître notre Nord-Ouest aux Etats-Unis sont les journalistes américains qui ont visité notre pays et ont publié dans leurs journaux le récit de ce qu'ils avaient vu. Ces journalistes sont les meilleurs agents d'immigration que le Canada peut avoir, et ils ne coûtent rien au pays. Voici quelques extraits de ces journaux. Un correspondant spécial de la "Tribune" de Chicago, écrivant de Rosthern, Saskatchewan, territoires du Nord-Ouest, dans le mois de juillet dernier, dit ce qui suit :

L'invasion du Canada par les Etats-Unis n'est plus une figure de rhétorique. Le flot de l'émigration américaine qui se porte présentement vers les territoires du Nord-Ouest n'est comparable qu'au flot qui pendant quatre générations s'est déversé des bords de l'Atlantique jusqu'au pied des montagnes Rocheuses. Les Etats-Unis sont devenus aujourd'hui un pays d'émigration de pays d'immigration qu'ils étaient, et ils envoient à nos voisins du nord des cultivateurs intelligents, possédant une connaissance consommée de la culture des prairies et qui sont en même temps de bons citoyens, des gens laborieux, qui ont transformé les champs de l'Ouest en un vaste empire agricole, mais qui cherchent maintenant de nouveaux foyers apportant avec eux un patrimoine d'expérience que ne possédaient pas leurs pères. —Chicago Tribune.

Une nouvelle nation naît sous nos yeux et à nos portes. Les événements marchent plus vite que plusieurs de nous le croient, et que le Canada le croit lui-même. Le Nord-Ouest canadien se remplit rapidement d'une nouvelle vie qui lui vient des provinces de l'est de la Confédération et du Nord-Ouest américain. Nos cultivateurs de l'Iowa, du Kansas, du Nebraska, du Minnesota et des Dakotas vendent aussi vite qu'ils le peuvent des fermes de valeur qu'ils possèdent chez nous, et émigrent avec leurs familles, leurs instruments aratoires, et leurs bestiaux vers les champs agricoles du Canada où ils reçoivent le plus bienveillant accueil — "Saturday Evening Post", Philadelphie.

Les rédacteurs de la revue "American Agriculturist" ont fait récemment un voyage de 4,000 milles dans le Manitoba, l'Assiniboia, la Saskatchewan et l'Alberta. Après avoir dit que l'Ouest canadien se prête admirablement à la culture des menues céréales et parlé de la qualité supérieure des bestiaux, le compte rendu de ce voyage se termine par cette réflexion :

Un grand nombre d'habitants viennent des Etats-Unis. Un développement aussi rapide que celui que nous avons vu n'est possible que dans un pays dont le sol est fertile et le peuple prospère. L'Ouest canadien est un pays d'avenir. Le développement y sera certain, rapide et substantiel. Les premiers colons de l'Ouest américain n'ont pas eu les mêmes avantages que ceux de l'Ouest canadien. Ils n'avaient pas de chemin de fer, conséquemment, pas de marchés. Au Canada, c'est bien différent. Les chemins de fer précèdent les colons et leur fournissent immédiatement un marché et tous les comforts de la vie sur les fermes modernes. — "American Agriculturist".

M. BENNETT.

Cette publicité donnée par la presse américaine aux plaines de l'Ouest canadien a contribué énormément à augmenter l'émigration vers nos territoires. L'honorable député d'York-sud (M. W. F. Maclean) et d'autres ont prétendu que les provinces étaient plus en état d'administrer les terres sagement, et qu'elles auraient pu en distribuer pour venir en aide à la construction des chemins de fer si elles l'avaient voulu. Il y a certainement des cas où une province peut faire un meilleur usage de ses terres que le parlement fédéral. Dans le district de Nipissing, province d'Ontario, il y a des dépôts considérables de nickel et de cuivre qui donneront de grands revenus à la province et à tout le Canada, lorsque des lois salutaires auront prohibé l'exploitation du nickel à l'état brut.

Un autre cas qui offre aussi une certaine analogie avec ce qui pourrait se produire dans le Nord-Ouest est le fait que le gouvernement fédéral—je n'accuse ni un parti ni l'autre—à négligé de mettre un droit d'exportation sur les billes, politique qui a eu pour résultat la fermeture des scieries de la baie Georgienne et du lac Huron. Les scieries du Michigan ont été alimentées par des millions et des millions de billes canadiennes aux dépens des scieries canadiennes, et les propriétaires de ces scieries voyant qu'ils ne réussissaient pas à se faire écouter du gouvernement fédéral se sont adressés au gouvernement provincial. Le gouvernement d'Ontario a cédé devant l'opinion publique et a fait pour le plus grand avantage de la province et du pays tout entier ce que le gouvernement fédéral avait refusé de faire. Cette politique a eu des résultats si heureux qu'aucun parti n'oserait aujourd'hui le changer. Je crois qu'un gouvernement provincial dans le Nord-Ouest serait plus en mesure de bien administrer les terres que de simples agents du gouvernement fédéral qui a son siège à deux mille cinq cents milles des terres. Pour ces raisons, je crois donc que l'administration des terres devrait être confiée aux provinces, et je crois de plus que si on accorde un subside annuel fixe, il ne s'écoulera pas bien longtemps avant que les provinces viennent demander à l'augmenter. Je crois que si le ministre de l'Intérieur disait devant une assemblée publique dans les Territoires ce qu'il a dit dans cette Chambre concernant les terres du Nord-Ouest, il ne serait pas beaucoup applaudi, car je crois que les habitants des Territoires désirent que les provinces aient l'administration de leurs terres et non pas le gouvernement fédéral, ainsi que ce bill le propose.

M. LAKE : L'honorable député de Toronto-nord (M. Foster) a proposé une méthode qui aurait, du moins, l'avantage de permettre aux nouvelles provinces de se rendre compte de la valeur réelle de leurs ressources publiques. Les chiffres que l'honorable